

## **Le Contrat de baie, connaissez-vous ?**

### DEUX CONSIDERATIONS .

1 - Il est vital que l'Aire Toulonnaise rassemble ses énergies et fasse l'inventaire de ses forces et de ses faiblesses pour construire son avenir. Un de ses atouts majeur est la **mer avec ses rades** dont l'état est critique du fait des pollutions.

2 - La loi sur l'eau de janvier 1992 et, plus récemment, la Directive Européenne sur l'Eau, ont défini une gestion planifiée, concertée et équilibrée de l'eau et des écosystèmes aquatiques devant assurer la satisfaction des usagers et la mise en valeur des ressources dans une perspective de **développement durable**.

La procédure de **Contrat de baie** est issue de la rencontre de ces deux considérations

### SES DEBUTS

De fin 1991 à 1995, des tentatives, mais rien de concret entre les quatre communes alors concernées.

En 1995, le Préfet veut créer un syndicat porteur du contrat de baie, mais il échoue.

En septembre 1997, la fédération MART, sur un périmètre élargi, avec la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var, présente un dossier de relance du contrat de baie.

Les élus, avec le SIAT (Syndicat Intercommunal de l'Aire Toulonnaise) comme structure porteuse, confirment en décembre 1997 leur volonté de prendre en charge le contrat de baie.

### SUR QUEL TERRITOIRE ?

L'écosystème des rades est tributaire des apports des bassins versants. Le territoire concerné est donc celui des principales rivières se jetant dans les rades : le Las, la Rivière Neuve, l'Eygoutier et leurs affluents. La zone marine est limitée à l'ouest par la pointe de l'Eperon et à l'est par la pointe de Carqueiranne. Le bassin hydrographique couvre 179 km<sup>2</sup> et concerne 14 communes : Toulon, La Seyne, Saint-Mandrier, Ollioules, Le Revest, La Garde, La Valette, Le Pradet, Carqueiranne, La Farlède, La Crau, Solliès-Ville, Evenos, Six-Fours.

### QUELLE DEMARCHE ?

C'est une forte volonté **participative** faisant intervenir : l'Etat et ses services, la Marine Nationale, les élus, les Chambres consulaires, les usagers, les associations.

C'est une démarche ne se superposant pas aux procédures et financements classiques, mais qui, par une approche non sectorielle et intercommunale, permet une meilleure appréhension du traitement et de la gestion des milieux naturels aquatiques.

Cette procédure doit bénéficier de financements européens et est inscrite au Contrat de plan Etat/Région.

### SON ELABORATION

- Phase 1 : un **dossier préalable** a été élaboré en 1998 par un bureau d'étude privé et approuvé en janvier 1999 par le Comité National d'Agrément (CNA). Cinq commissions thématiques : vases portuaires, qualité du milieu marin, eau et assainissement, reconquête de la frange littorale, usages. Ces travaux ont été pilotés par un **Comité de baie** présidé par le maire de Saint-Mandrier et officialisé en juin 1999.

- Phase 2 : mise au point du **dossier définitif** avec ses annexes techniques et budgétaires, qui a eu son agrément par le CNA en mars 2002 et qui a été ratifié par tous les partenaires en septembre 2002.
- Phase 3 : c'est la phase actuelle qui met en œuvre les **157 actions** représentant 102,7 millions d'euro H.T, dont 61 % pour la restauration de la qualité des eaux, 35,60 % pour la préservation et l'entretien du milieu, 3,40 % pour la gestion intégrée et le management du projet. Le rôle d'opérateur étant tenu par T.P.M.

#### LES OBJECTIFS A ATTEINDRE.

A - A propos de la restauration de la qualité des milieux marins et aquatiques.

- Reconquête de la qualité des eaux.
- Préservation de la faune et de la flore marine.
- Réhabilitation de la frange littorale.

B - A propos de la valorisation du patrimoine et de l'économie de la rade.

- Maintien des activités d'industries portuaires dans le respect d'une exigence environnementale.
- Développement des activités liées à la mer.
- Création des conditions d'un développement touristique.
- Prévention et maîtrise des risques d'inondation.

C - A propos d'une gestion durable et intégrée.

- Mise en place et entretien des outils de contrôle, de gestion et de suivi.
- Implication, information et sensibilisation des acteurs et du grand public.